



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 09/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RESOCLEAN 71

CLEAN 71

ZI de Seysseul - BP 1654
38216 Vienne

Références : CF/MLM/2026/L_46
Code AIOT : 0025000003

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/12/2025 dans l'établissement RESOCLEAN 71 implanté 4 Rue L.J. Thénard #3819 71530 Champforgeuil. L'inspection a été annoncée le 12/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. La thématique de la visite était orientée sur la prévention de la pollution des eaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RESOCLEAN 71
- 4 Rue L.J. Thénard #3819 71530 Champforgeuil

- Code AIOT : 0025000003
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société est spécialisée dans les travaux de nettoyage de citernes et de contenants de type GRV.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 26/08/2003, article 16	Demande d'action corrective	2 mois
2	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 26/08/2003, article 10 et 11,1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 26/08/2003, article 10 et 11,2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 11/01/2021, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 11/01/2021, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
8	Prévention de la pollution des eaux	AP de Mesures Conservatoires du 11/01/2021, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.1	Sans objet
6	Prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 11/01/2021, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Huit fiches de contrôles ont été rédigées et sont annexées au rapport. Les fiches reprennent le détail des contrôles effectués et des constats qui en résultent.

Les compléments attendus pour solder les constats, ainsi que les délais de réponses, sont précisés sur chaque fiche.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2003, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : [.] L'exploitant établit, tient à jour et à disposition de l'inspecteur des installations classées les documents répertoriés dans le présent arrêté : [.] [.] - plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension [.]
Constats : Non-conformité 1: le plan présenté en séance date de 2005 ; il est incomplet et ne répond pas aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/08/2003. Le plan ne fait notamment pas apparaître les dispositifs totaliseurs, la vanne d'entrée d'eau, le disconnecteur et le bio filtre. Un plan des réseaux à jour est un document essentiel à remettre aux services de secours en cas d'intervention de leur part.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Mise à jour du plan des réseaux afin que le document réponde aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/08/2003.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2003, article 10 et 11,1
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des consommation
Prescription contrôlée : <u>Article 11.1 :</u> Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Ils sont relevés journalièrement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées [..]. <u>Article 10 :</u> L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires au

transport et au stockage des substances toxiques dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions, ainsi que ceux nécessaires à la sécurité. Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence. Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.

Constats :

Les relevés de consommation sont effectués de manière journalière par le responsable de la station et sont informatisés.

Les relevés de la semaine 51 ont été présentés en séance.

Lors de la visite des installations il a été constaté que le compteur volumétrique est placé dans une fosse pleine d'eau et qu'il est complètement immergé.

Non-conformité 2 : le dispositif de mesure volumétrique ne fait pas l'objet de vérifications périodiques telles que prévues à l'article 10 de l'arrêté d'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> confirmer la programmation de visites périodiques du système et leur intégration dans le plan de maintenance annuel des installations,

=> justifier que le compteur volumétrique d'eau est apte à fonctionner sous l'eau,

=> faire réaliser un contrôle du dispositif et transmettre la copie du rapport de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2003, article 10 et 11,2

Thème(s) : Risques chroniques, Protection du réseau

Prescription contrôlée :

Article 11.2 :

L'ouvrage de raccordement sur un réseau public est équipé d'un disconnecteur à pression réduite contrôlable ou de tout autre dispositif équivalent [..].

Article 10 :

L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions, ainsi que ceux nécessaires à la sécurité.

Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence.

Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.
<p>Constats :</p> <p>Le réseau d'eau public connecté à l'installation est équipé d'un dispositif de disconnection. Lors de la visite des installations il a été constaté que le dispositif est placé au fond d'une fosse remplie d'eau.</p> <p>Non-conformité 3 : le dispositif de disconnection ne fait pas l'objet de vérifications périodiques telles que prévues à l'article 10 de l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> confirmer la programmation de visites périodiques du système et leur intégration dans le plan de maintenance annuel des installations,</p> <p>=> justifier que le dispositif de disconnection est apte à fonctionner sous l'eau,</p> <p>=> faire réaliser un contrôle du dispositif et transmettre la copie du rapport de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :</p> <p><i>Codification du point de rejets / nature des effluents / réseau de collecte et traitement :</i> ED1 / eaux usées, eaux vannes / réseau public des eaux usées ED2 / eaux usées, eaux vannes / réseau public des eaux usées EP1 / eaux pluviales / réseau public des eaux pluviales / séparateur à hydrocarbures EU1 / eaux résiduaires de lavages citernes / traitement interne physico-chimique + biofiltre / réseau public des eaux usées</p>
<p>Constats :</p> <p>Les réseaux de collecte générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets présentant les caractéristiques susvisées, à savoir :</p> <p>ED1 : eaux usées, eaux vannes / réseau public des eaux usées ED2 : eaux usées, eaux vannes / réseau public des eaux usées EP1 : eaux pluviales / Réseau public des eaux pluviales / séparateur à hydrocarbures EU1 : eaux résiduaires de lavages citernes / traitement interne physico-chimique + biofiltre /</p>

réseau public des eaux usées.
Les points de rejets sont correctement codifiés sur le plan présenté en séance. L'exploitant précise en séance que les spécifications de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral RSDE susvisé sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Programme auto-surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit "programme d'auto surveillance". L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise qu'il met en œuvre les actions de surveillance prescrites dans son arrêté préfectoral d'autorisation et dans l'arrêté préfectoral portant modification de l'autorisation environnementale du 11/01/2021.</p> <p>Non-conformité n°4: l'exploitant n'a pas spécifiquement décrit les modalités de mesure et de mise en œuvre de son programme de surveillance tel que précisé à l'article 5 de l'arrêté préfectoral susvisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Le point de contrôle concerne le respect des fréquences de mesures pour le point de rejet EU1</u></p> <p>Voir les tableaux relatifs aux modalités d'autosurveillance à l'article 15.2 de l'arrêté préfectoral</p>

disponible sur Geoportail à l'adresse suivante :

<https://www.georisques.gouv.fr/webappReport/ws/installations/document/8a9500af772415f10177247e10f20110>

Constats :

Les rapports de mesures mensuels, trimestriels et semestriels de 2025 ont été présentés en séance pour le point de contrôle EU1.

Les périodicités de mesures ont été vérifiées par sondage pour les paramètres définis à l'article 5 de l'arrêté susvisé.

Les périodicités des mesures comparatives ont également été vérifiées pour les mêmes paramètres.

L'Inspection ne relève pas de non-conformité au regard des contrôles effectués.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2021, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets au point EU1

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux définies à l'article 4 de l'arrêté susvisé.

Le point de contrôle concerne le respect des valeurs limites avant rejet pour le point de rejet EU1.

Voir les tableaux relatifs aux valeurs limites précisées à l'article 4 de l'arrêté préfectoral disponible sur Geoportail à l'adresse suivante :

<https://www.georisques.gouv.fr/webappReport/ws/installations/document/8a9500af772415f10177247e10f20110>

Constats :

Non-conformité 5 : les dépassements suivants ont été relevés pour la période de 2025 :

- paramètre AOX : dépassement de 40 % en concentration et + 10 % en flux en février ;
- paramètre hydrocarbures : dépassement en août et en septembre en concentration et en flux ;
- paramètre F : dépassement en concentration en octobre ;
- paramètre Fe + Al : dépassement en concentration en août et en septembre ;
- paramètre Cl : dépassement en concentration et en flux en juin et en septembre ;
- paramètre Zn : dépassement en flux en juin ;
- paramètre fluorenthène : dépassement en avril ;
- paramètre Ni : dépassement en avril ;
- paramètre Cr : dépassement en avril ;
- paramètre Cu : dépassement en avril.

L'exploitant précise que des erreurs de saisie ont été commises pour certains paramètres (erreurs d'unité).

Par courriel en date du 23/12/2025, l'exploitant a transmis les éléments ci-dessous dans le but d'apporter des explications et correctifs aux dépassements constatés :

- factures + BSD pour le nettoyage du séparateur ;
- factures TRESCH pour les pièces à remplacer sur l'adoucisseur (problème chlorures), en attendant l'intervention du technicien, les régénérations se font en manuel pour en limiter le volume de saumure ;
- copie du mail GIDAF pour la correction des erreurs sur la déclaration d'avril ;
- devis intervention VALVERT pour le nettoyage des bassins ;
- BSD (x 2) suite intervention VALVERT pour le nettoyage des bassins (dépassement hydrocarbures) ;
- Achat coussins absorbants hydrocarbures (dépassement hydrocarbures) ;
- Les deux actions ont été réalisées en attendant le retour du fonctionnement correct du biofiltre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- reprendre l'ensemble des dépassements de 2025 en précisant :

- les causes des dépassements,
- le détail des mesures techniques et organisationnelles prises ou planifiées pour que les dépassements ne se reproduisent plus.

A noter que les valeurs limites doivent être respectées. En cas de nouveaux dépassements, des mesures administratives pourront être prises afin de contraindre l'exploitant à les respecter.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 11/01/2021, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets au point EP1

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux exclusivement pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux définies à l'article 4 de l'arrêté susvisé.

Le point de contrôle concerne le respect des valeurs limites avant rejet pour le point de rejet EP1.

Voir le tableau relatif aux valeurs limites d'émission des eaux pluviales précisé à l'article 4 de l'arrêté préfectoral disponible sur Geoportail à l'adresse suivante : <https://www.georisques.gouv.fr/webappReport/ws/installations/document/8a9500af772415f1017724>

7e10f20110

Constats :

Non-conformité 6 : l'exploitant ne réalise pas d'analyses des eaux pluviales et ne s'assure donc pas que les valeurs limites en concentration définies au point C de l'article 4 de l'arrêté préfectoral sont respectées.

Par courriel en date du 23/12/2025, l'exploitant a transmis la copie d'une demande au laboratoire en charge des analyses du site pour la réalisation de prélèvements et d'analyses sur le rejet des eaux pluviales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- compléter le programme de surveillance tel que défini à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/01/2021 en y intégrant la surveillance des eaux pluviales de manière périodique et pour une périodicité à définir.
- faire réaliser une analyse des eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois